



ALERTEECO Ecomouv: "suppression de tous les emplois existants" (direction)

Crise à la CGT: les trotskos à la manoeuvre...

CONJONCTURE | Publié le 09/12/2014 à 14:03





Jean-Pierre Mercier, le leader CGT de PSA Aulnay, en 2012 lors d'une rencontre au ministère des Finances François BOUCHON / Le Figaro)

Plusieurs leaders de mouvements trotskistes saturent les médias pour exiger le départ forcé de Thierry Lepaon, le secrétaire général de la centrale de Montreuil. Une stratégie savamment orchestrée pour influencer sur l'orientation politique du syndicat.

La bonne vieille technique de l'entrisme dans toute sa splendeur... Ils ne sont pas très nombreux mais ce sont eux qui, non seulement font partie des rares qui acceptent de parler face caméra, mais aussi ce sont surtout eux qui crient le plus fort. Conséquence, ils monopolisent la parole et on n'entend (presque) plus qu'eux dans le brouhaha général.

Eux? Ce sont les trotskistes -et oui, il y en a, comme à FO- de la **CGT**. Leur cible? **Thierry Lepaon**, le secrétaire général de la centrale de Montreuil, empêtré dans les affaires (les travaux dans son appartement et dans son bureau, sa prime de départ de la CGT Basse-Normandie début 2013) et qui fait face, ce jeudi même, aux 56 membres de sa commission exécutive. Leur objectif? Influencer sur la stratégie de la centrale en obtenant le départ forcé de leur chef, que ce soit par démission ou par limogeage interne. «C'est la revanche des trotskos face aux communistes», ironise d'ailleurs un fin connaisseur des relations sociales en France. Des trotskos face aux «staliniens», dirait-on chez les cousins germains de FO...

«Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, les louvoiements de la CGT son chaque jour plus évidents»

Philippe Poutou, Gironde et NPA

Qui, en effet, n'a pas entendu sur les ondes ou vu à la télé ces derniers jours **Jean-Pierre Mercier**, délégué CGT de PSA Aulnay, ou **Philippe Poutou**, délégué CGT de Gironde, réclamer à cor et à cri le départ de Thierry Lepaon? Certes, ces deux militants cégétistes sont tout aussi cégétistes que le leader de la CGT est pro-Medef. Lorsqu'ils s'expriment dans les médias, avec leur casquette CGT, c'est surtout



Certes, les médias vont spontanément vers eux car ce sont, comme on dit dans la profession, de «bons clients» dont il ressortira toujours quelque chose. Mais ce n'est pas tout. C'est aussi une stratégie savamment orchestrée et préparée pour destabiliser l'exécutif de la centrale et parvenir à insuffler une ligne plus révolutionnaire, plus contestataire et plus radicale à la tête du premier syndicat de France. Morceaux choisis pour bien fixer les idées.

«Ça fait très longtemps que beaucoup de militants à la base se posent des questions sur leur propre syndicat, leur propre direction, parce que ce n'est pas qu'une question de bureau de moquette, de rupture conventionnelle, c'est une question d'une politique: c'est quoi, la politique aujourd'hui de la CGT?», a eu ainsi récemment l'occasion de s'indigner Philippe Poutou, sur iTélé ou encore RFI, reprenant en boucle le même discours.

Avant de conclure, par exemple: «La CGT ne s'affronte pas au gouvernement; la CGT est un peu trop conciliante avec les patrons. Il y a un positionnement de la direction de la CGT qui n'est pas clair du tout, alors qu'on aurait envie d'une organisation qui soit offensive, radicale, qui dise: «On va se battre! On y va!» Et on n'a pas ça. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, les louvoiements de la CGT son chaque jour plus évidents». On ne saurait être plus clair...

«C'est intenable et écoeurant»

Jean-Pierre Mercier, PSA Aulnay et LO

Idem pour Jean-Pierre Mercier, que l'on a pu entendre ces derniers jours sur RTL ou voir sur BFMTV: «Là, aujourd'hui, j'ai même pas envie de m'adresser à lui», a-t-il indiqué, à propos de Thierry Lepaon après les révélations sur les 31.000 euros de prime de départ que le leader de la CGT s'est accordée début 2013 en quittant la CGT Basse-Normandie pour prendre la tête de la centrale. Et le «syndicaliste» de conclure: «Si j'étais vraiment obligé, je lui dirais que pour le bien de tous les militants d'entreprise, tous les syndiqués, qu'il laisse la place. Ca ferait du bien à tout le monde. C'est intenable et écoeurant». Là encore, on ne pourrait être plus clair.